



**HAL**  
open science

## Une “Frontière fantôme” en Allemagne? La (re)distribution des cartes après les élections européennes

Martin Baloge, Beatrice Von Hirschhausen, Elsa Tulmets

► **To cite this version:**

Martin Baloge, Beatrice Von Hirschhausen, Elsa Tulmets. Une “Frontière fantôme” en Allemagne? La (re)distribution des cartes après les élections européennes. Politique européenne, 2019. halshs-02390286

**HAL Id: halshs-02390286**

**<https://shs.hal.science/halshs-02390286v1>**

Submitted on 20 Dec 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Papier publié sur le site de la revue *Politique européenne* :

<http://politique-europeenne.eu/une-frontiere-fantome-en-allemande-la-redistribution-des-cartes-apres-les-elections-europeennes/?preview=true>

## Une “Frontière fantôme” en Allemagne ? La (re)distribution des cartes après les élections européennes

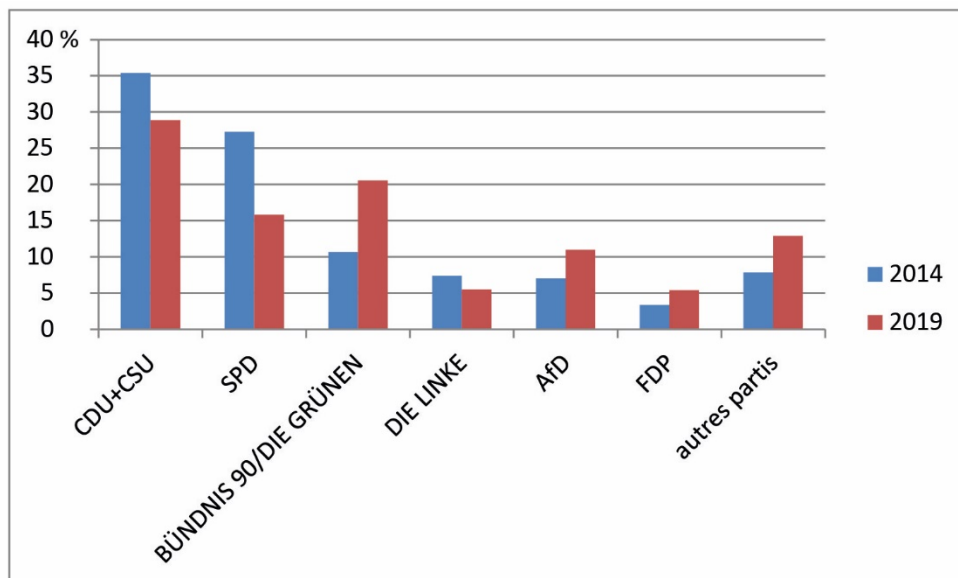
*Martin Baloge, CESSP- CRPS, Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

*Béatrice von Hirschhausen, CNRS/UMR Géographie-cités Paris, Centre Marc Bloch Berlin*

*Elsa Tulumets, Europa-Universität Viadrina, Centre Marc Bloch Berlin*

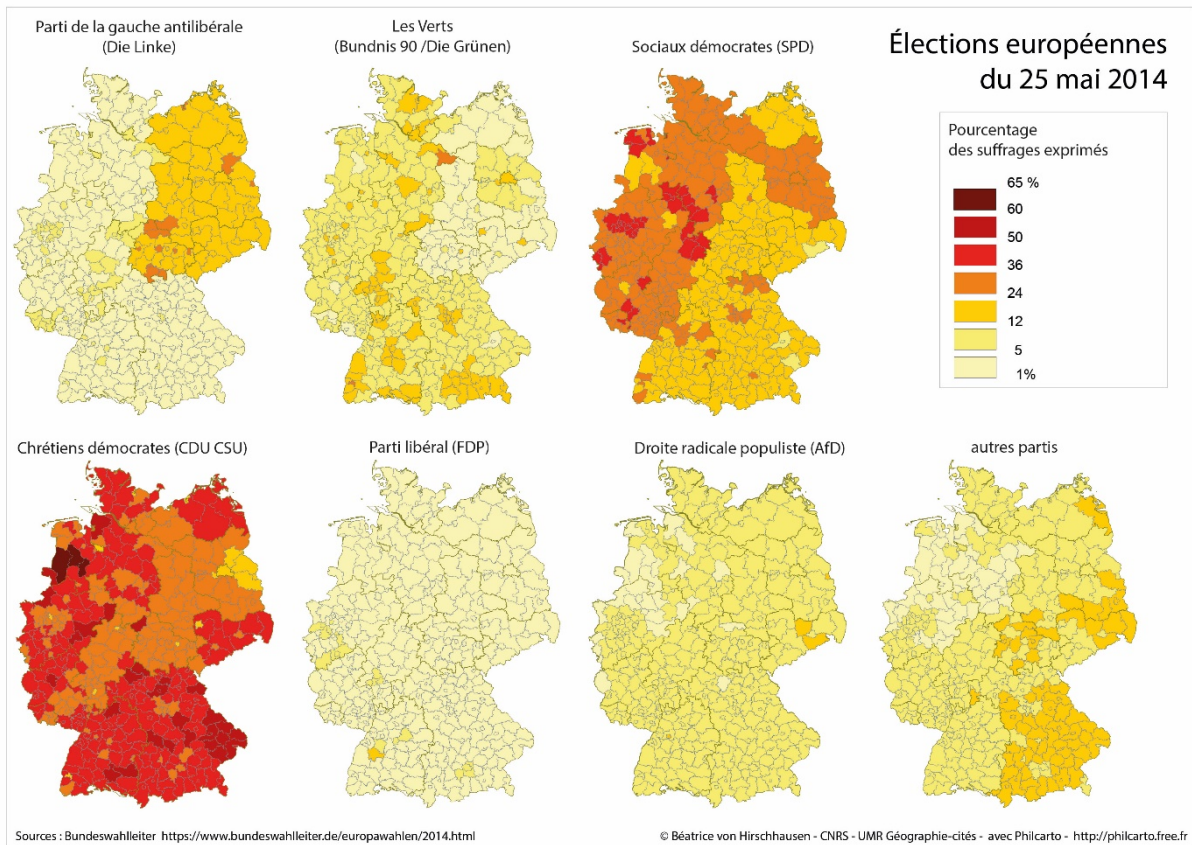
Les résultats des élections européennes qui ont eu lieu le 26 mai 2019 en Allemagne apportent une illustration majeure de la remise en question progressive du clivage politique traditionnel gauche-droite<sup>1</sup>. Ils sont également symptomatiques des évolutions contrastées de la société allemande dans le contexte de cumul des crises en Europe – économique et financière, migratoire, climatique, voire identitaire. Ils montrent en particulier l’écroulement des partis traditionnels de rassemblement que sont les Chrétiens-démocrates et les Sociaux-démocrates, la montée des Verts et le maintien de la Droite radicale populiste. En effet, parmi les 96 sièges attribués à l’Allemagne au Parlement européen, 29 reviennent à l’Union chrétienne-démocrate (CDU)/Union chrétienne-sociale (CSU) (28,9%), 21 à l’Alliance 90/Les Verts (20,5%), 16 au Parti social-démocrate (SPD) (15,8%), 11 à l’Alternative pour l’Allemagne (AfD) (11%) et 5 sièges au parti de gauche antilibéral Die Linke (5,5%). Ces résultats s’inscrivent dans le contexte d’un intérêt renouvelé pour ce scrutin : le taux de participation a été en hausse très sensible par rapport aux élections européennes précédentes, passant de 48,1% en 2014 à 61,4% en 2019. Ces résultats témoignent aussi d’une forte polarisation politique sur la question de l’intégration européenne.

**Figure 1 : Scores des principaux partis aux élections européennes de 2014 et 2019**

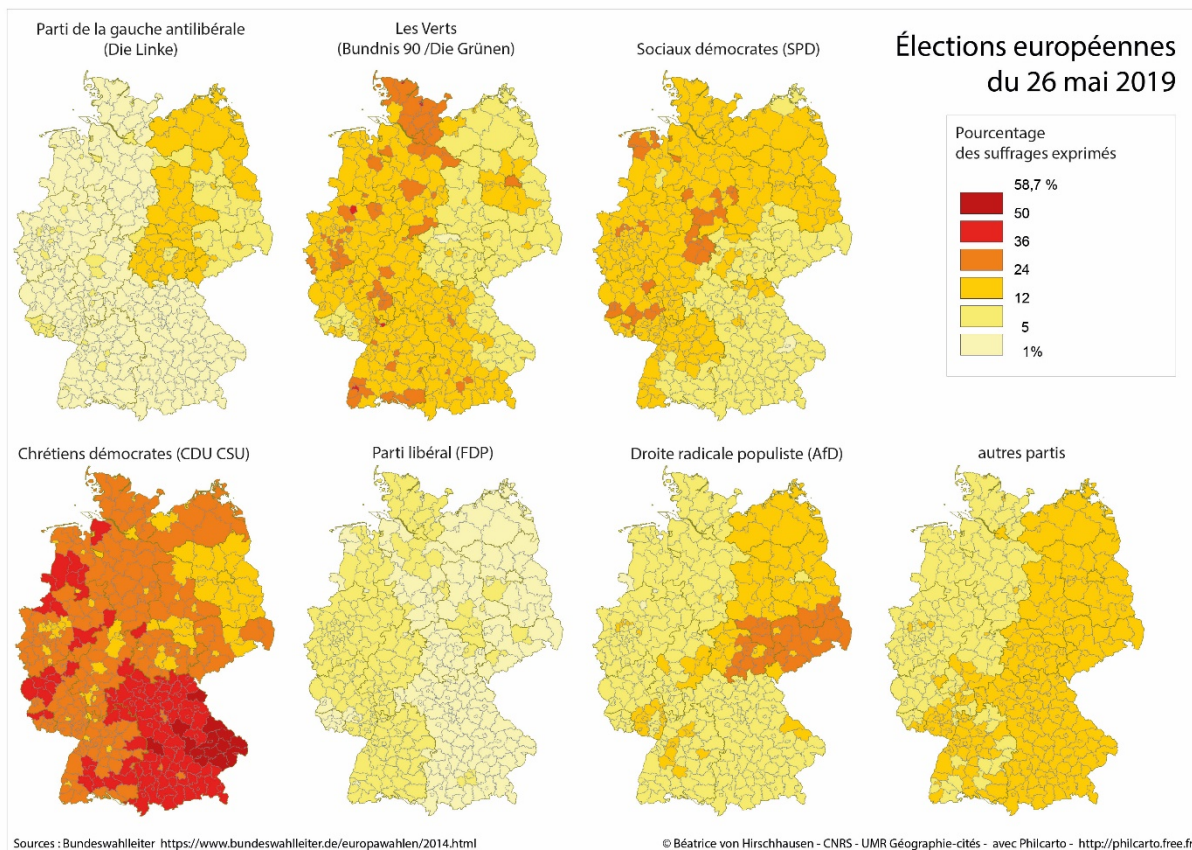


<sup>1</sup> Pour un historique des élections européennes en Allemagne, voir Tulumets (2004).

**Figure 2 : Résultats locaux des principaux partis politiques allemands aux élections européennes de 2014, en % par Kreise**



**Figure 3 : Résultats locaux des principaux partis politiques allemands aux élections européennes de 2019, en % par Kreise**



Au niveau général, les élections européennes ont confirmé l'effritement, déjà bien repérable lors des élections au *Bundestag* (Parlement fédéral allemand) en 2017, des grands partis de rassemblement (la CDU/CSU comme grand parti de droite, le SPD comme grand parti de gauche). Contrairement aux élections précédentes, il apparaît ici clairement que les questions européennes ne font plus consensus en Allemagne. Bien que les Verts et l'AfD ne soient pas présents au sein de la coalition gouvernementale fédérale, ces partis sont loin d'être en marge sur la scène politique allemande. Ces dernières années, ils ont en effet été élus dans les gouvernements de plusieurs régions (les *Länder*, niveau fédéré) d'Allemagne. Un clivage pro/anti-européen fait donc progressivement jour dans le pays, entre une Droite radicale populiste eurosceptique en ascension et les autres partis allemands officiellement pro-européens, comme en témoigne l'évolution géographique des résultats électoraux des principaux partis allemands au niveau des *Kreise* (circonscriptions) (figures 2 et 3).

L'affaiblissement des Sociaux-démocrates est particulièrement spectaculaire. Ceux-ci ne parviennent plus qu'exceptionnellement à convaincre plus du quart des électeurs. Même dans leurs bastions historiques de l'Allemagne rhénane, c'est-à-dire dans les grandes métropoles industrialisées de Rhénanie du Nord-Westphalie (Cologne, Düsseldorf, Dortmund, Duisbourg,...), il ne reste guère de trace de la longue hégémonie du SPD. Moins ample, mais non moins historique, le repli des Chrétiens-démocrates se lit également dans les grandes régions urbaines du nord-ouest ainsi que dans le Bade-Wurtemberg et en Basse-Saxe. Leur influence semble se rétracter en gardant les ancrages de la CSU dans la Bavière rurale.

Les deux partis qui sortent vainqueurs de ce scrutin (les Verts et l'AfD) quant à eux, semblent s'être partagés le territoire. La forte polarisation du champ politique qu'ils accompagnent a en effet sa traduction cartographique : aux Verts, l'ensemble des territoires des anciens *Länder* (ancienne RFA) et notamment les grandes agglomérations où ils battent des records historiques en engrangeant jusqu'au tiers des voix. A l'inverse l'AfD trouve ses soutiens dans les nouveaux *Länder* (ancienne RDA), et notamment en Saxe et en Thuringe dans les régions rurales et les anciens districts industriels. L'exploration des résultats plus détaillés des deux partis-clés de ce scrutin montre que les clivages émergents sur les questions européennes se manifestent à la fois en termes de positionnement politique (intégrationniste vs. souverainiste) et de clivage géographiquement visible sur le territoire allemand, à travers l'étonnant « fantôme » de l'ancienne frontière interallemande qui séparait la RFA de la RDA il y a 30 ans.

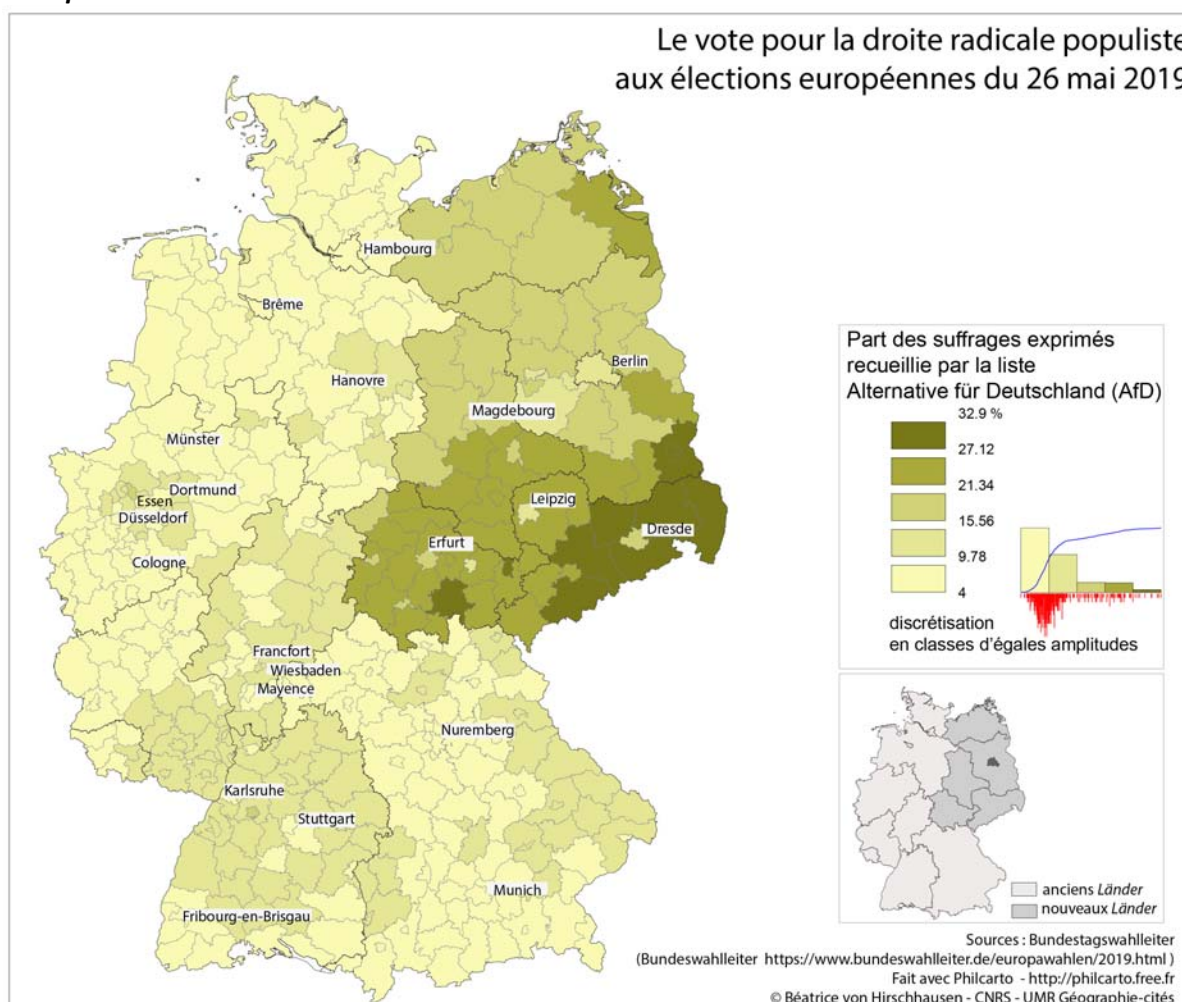
### **1. Le résultat mitigé de la Droite radicale populiste (Alternative pour l'Allemagne)**

Pour le parti de Droite radicale populiste « Alternative pour l'Allemagne » (AfD), l'élection européenne présente au moins deux enjeux : augmenter le nombre d'élus siégeant au Parlement européen (PE) et confirmer, voire augmenter le résultat obtenu lors des élections fédérales de 2017. Si le premier pari est réussi (mais dans des proportions limitées), le second est perdu. Le parti parvient en effet à envoyer 11 députés au PE, soit quatre de plus qu'en 2014 (avec 10,97% des suffrages contre 7,39% cinq années plus tôt) mais il ne parvient pas à confirmer son ascension spectaculaire de 2017 où il avait atteint 12,64% des suffrages exprimés, devenant la première force d'opposition du pays. L'AfD a en effet dû faire face à plusieurs difficultés durant la campagne. Ce sont d'abord les liens entre un député et le Kremlin qui ont ébranlé le parti (Amann et Al., 2019). Surtout, Jörg Meuthen, le coprésident du parti et tête de liste aux élections européennes, est accusé d'avoir enfreint la loi sur le financement des campagnes électorales en acceptant illégalement une aide financière conséquente d'une agence suisse de communication. L'AfD est alors condamnée à deux amendes d'un montant cumulé d'environ 400 000 euros. Ces deux événements viennent contrer la dynamique du parti, d'autant plus que ce dernier décide le 30 mars 2019 de provisionner un million d'euros en vue d'éventuelles amendes. La décision est vivement critiquée par de nombreux militants et une partie des élites du parti. Comparativement à l'élection fédérale de 2017, la dynamique est

donc moins positive, d'autant plus que la proposition d'un « Dexit »<sup>2</sup> si l'UE ne se réforme pas d'ici 2014 en un espace purement économique, séduit peu dans un pays traditionnellement attaché à la construction européenne.

Une rapide sociologie de ces nouveaux élus nous montre en quoi le parti de Droite radicale populiste n'est pas parvenu à la normalisation politique qu'il cherche à mettre en avant. Tout d'abord, comme au *Bundestag*, le contingent d'élus européens de l'AfD est très peu féminisé. La première candidate n'apparaissait qu'en huitième position éligible. Alors que tous les partis de gauche sont parvenus à la parité et que la CDU atteint une proportion de 28%, les élus AfD ne représentent que 18% des nouveaux députés européens de leur groupe. Le groupe AfD est également plus âgé en moyenne que ses concurrents : les Verts comptent par exemple 11 élus âgés de 30 à 44 ans contre 2 pour l'AfD et 7 députés âgés de 45 à 59 ans dans les deux cas. En comparaison des autres partis, les élus AfD sont également très peu expérimentés puisque 90% d'entre eux découvrent le PE, contre 19% au sein du SPD, 34% à la CDU et 71% au sein des Verts. L'AfD est également le parti le plus diplômé : 45% de ses élus sont docteurs contre 22% pour l'ensemble du contingent d'élus allemands, reliquat de ses premières années de fondation par des universitaires et des économistes ouest-allemands (Bebnowski, 2015).

**Figure 4: Répartition des suffrages exprimés recueillis par l'AfD aux élections européennes de 2019, en % par Kreise<sup>3</sup>**



Ce succès relatif s'explique aussi par la répartition électorale du parti qui trouve ses soutiens dans les nouveaux *Länder*, notamment en Saxe et en Thuringe dans les régions rurales et les anciens districts

<sup>2</sup> C'est-à-dire d'un éventuel retrait de l'Allemagne de l'UE.

<sup>3</sup> Les figures 4 et 5 reprennent ici les mêmes données que pour la figure 3 mais en affinant la discrétisation des variables.

industriels, et qui ne parvient que difficilement à s'implanter à l'Ouest (voir figure 4). La carte dessine curieusement les contours d'une « frontière fantôme » (von Löwis, 2015 ; von Hirschhausen, 2017), soulignant un clivage Est / Ouest interallemand encore bien présent. Ce phénomène demeure cependant encore difficile à expliquer en l'absence d'études sociologiques robustes.

Comme pour les élections fédérales de 2017, le parti obtient ses meilleurs résultats autour des villes de Dresde et Leipzig, régions où se déroulaient par ailleurs les manifestations de PEGIDA<sup>4</sup> en 2014-2015. Dans ces régions, l'AfD est particulièrement forte dans les milieux ruraux et les villes de taille moyenne et petite, loin des centres urbains. C'est précisément l'inverse de la situation observable dans le cas des Verts.

## 2. La montée des Verts (Alliance 90/Les Verts)

Les résultats les plus marquants des élections sont ceux des Verts (*Bündnis 90/Die Grünen*, issu de la fusion, en 1993, des partis de l'Ouest et de l'Est) qui, avec 22% des voix, ont doublé leur score par rapport aux élections de 2014 (10,4%) (voir figure 1). Les grands titres de la presse française et allemande sont unanimes : il s'agit des véritables vainqueurs de ces élections à l'échelle nationale, étant positionnés pour la première fois derrière la CDU/CSU et largement devant le SPD. Une première explication est un « vote adhésion », surtout dans le nord de l'Allemagne et la région rhénane suite à l'organisation de la COP23 à Bonn en 2017 et surtout à la tenue continue, depuis le mois de mars 2019, des manifestations « Fridays for Future » autour des questions climatiques, dans les grandes villes ainsi que dans de plus petites agglomérations. Ce vote est aussi un « vote génération » car les Verts ont en effet mobilisé 33% des 18-24 ans, plus que la CDU/CSU, le SPD et le FDP réunis, et 22% des 25-34 ans (Wieder, 2019 ; Sydow, 2019). Enfin, le report de votes des partis de rassemblement vers les Verts est particulièrement manifeste d'un « vote protestation ». La figure 5 suggère aussi que le vote contre la grande coalition CDU/CSU-SPD s'exprime également contre la montée de l'AfD en Allemagne. Ceci est particulièrement manifeste dans les villes de l'Est de l'Allemagne à caractère étudiant et celles qui ont été le théâtre de manifestations anti-immigration (cf. PEGIDA) comme à Leipzig et à Dresde.

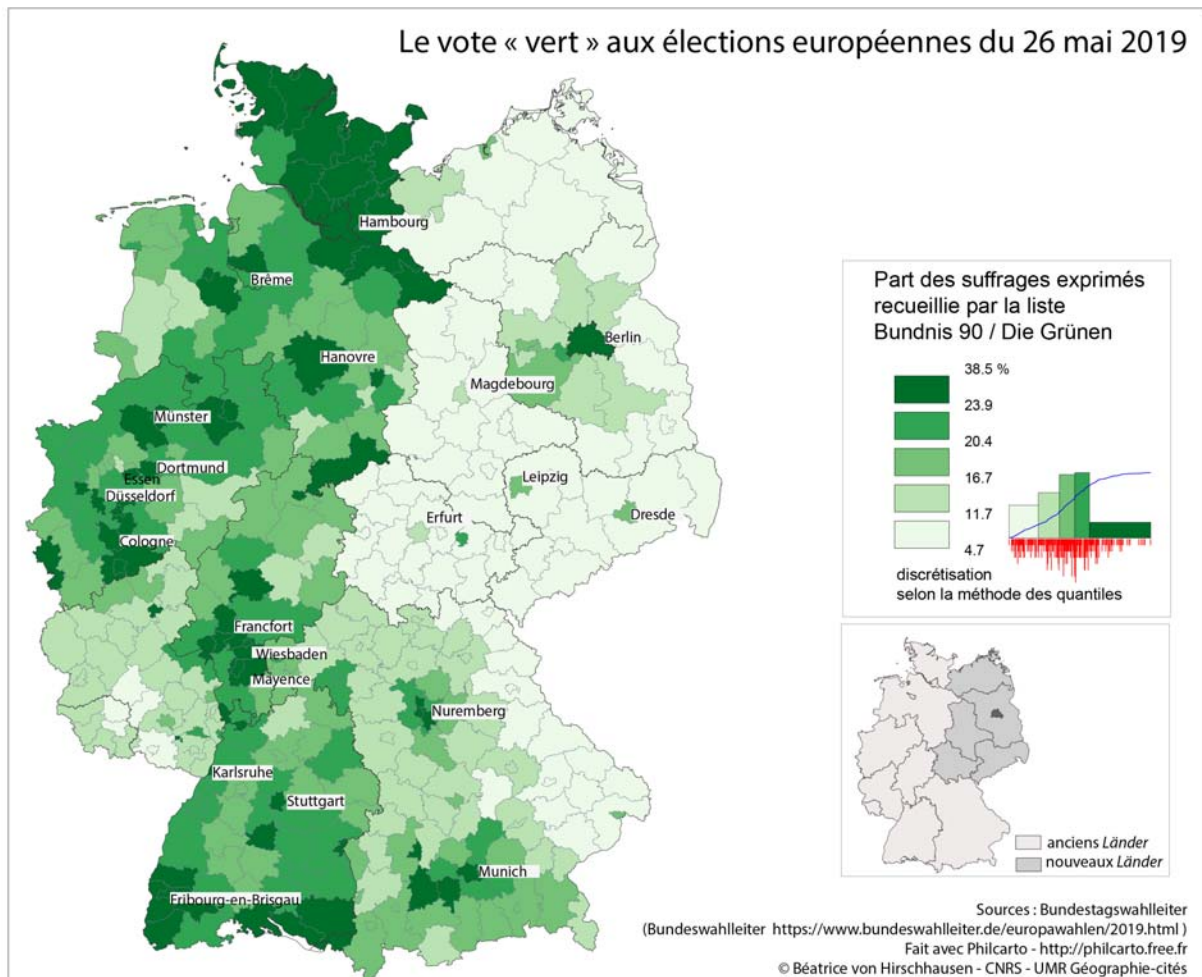
Les résultats désagrégés, non pas par *Land*, mais par *Kreise* et par villes montrent, que le vote écologiste, à l'origine citadine s'étend désormais au-delà des plus grandes métropoles. En effet, le vote écologiste, qui se concentre encore en 2014 dans quelques grandes villes allemandes, comme Berlin, Hambourg, Francfort (Main), Munich et Fribourg en Brisgau, a diffusé dans les agglomérations de taille moyenne. L'approche désagrégée montre ainsi un net élargissement de ces tendances citadines à de larges ceintures péri-urbaines. Cette observation se combine à la crise que traversent les sociaux-démocrates : le vote Vert, particulièrement visible sur la figure 5 autour des villes géographiquement proches de Dortmund, Essen, Düsseldorf, Cologne et Bonn, a capté des voix dans l'électorat traditionnel du SPD. Les électeurs ouvriers notamment, déçus par un parti contraint depuis plusieurs années de faire consensus avec une CDU/CSU dominant les gouvernements de coalition, ont effectué un important report de voix vers le parti de l'Alliance 90/Die Grünen, mais aussi vers l'AfD. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* indique ainsi que „près d'1,3 million d'anciens électeurs du SPD et environ 1,1 million d'anciens électeurs CDU/CSU ont cette fois voté pour les Verts. Mais aussi 570 000 anciens adeptes des Linke et 470 000 anciens supporters du FDP sont passés chez les Verts – et même quelques 50 000 électeurs AfD“ (Sidow, 2019). Ces reports de voix s'opèrent principalement dans la partie Ouest de l'Allemagne, contrastant avec la présence accrue de l'AfD dans les circonscriptions de l'Est du pays. L'étrange polarisation politique de part et d'autre de l'ancienne frontière Est / Ouest de l'Allemagne cristallise des enjeux autour des questions

---

<sup>4</sup> PEGIDA: abréviation de « *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes* » (Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident), mouvement de droite populiste lancé en octobre 2014 à Dresde, qui rejette l'immigration musulmane en Allemagne.

d'intégration européenne. Les questions européennes faisant consensus entre les partis du gouvernement de coalition, les questions environnementales déplacent ainsi la polarisation politique gauche/droite vers un clivage pro/anti européen dont l'expression sur la carte géographique de l'Allemagne reste encore difficile à expliquer d'un point de vue sociologique.

**Figure 5 : Répartition des suffrages exprimés recueillis par Bündnis 90/Die Grünen aux élections européennes de 2019, en % par Kreise**



## Conclusion

L'affaiblissement des Chrétiens-démocrates et des Sociaux-démocrates, ainsi que l'émiettement du paysage politique, s'opère au profit d'une polarisation émergente du champ politique allemand autour des Verts et de l'AfD, dont on repère une traduction manifeste dans l'espace géographique. Aux Verts revient l'Ouest en général et surtout les métropoles, là où justement l'AfD est la plus faible. Inversement cette dernière s'installe à l'Est, plutôt dans les anciens districts industriels et dans les petites villes, là où les Verts font leurs plus mauvais résultats. Le parti de l'Alliance 90/Les Verts, principalement concentré à l'Ouest, profite de la diffusion d'un vote, jusqu'à présent cantonné dans les centres urbains, vers les régions périurbaines. Beaucoup y verront aussi un vote protestataire contre la CDU/CSU et le SPD alliés dans une « grande coalition » depuis de nombreuses années et considérées comme incapables de répondre aux défis environnementaux actuels. On peut également

reconnaître ici la volonté de nombreux électeurs de contrer le succès de l'AfD et ses positions radicales sur des questions comme celle de l'immigration.

Ces résultats semblent rejoindre les analyses formulées par des politistes en France suite aux élections présidentielles et européennes avec un déplacement net des polarités politiques depuis le clivage gauche-droite vers un clivage de « bien-être » (ouverture) ou de « mal-être » (fermeture) face à l'environnement socio-économique des sociétés (Foucault 2018). Ce clivage surprend dans le cas allemand où, en réponse au passé, les questions européennes avaient jusqu'à présent fait consensus. L'apparition du clivage politique qui départage les électeurs favorables à l'ouverture et à la tolérance pour faire face à des menaces (climatiques et sociales) devenues européennes et globales et ceux qui cherchent, par la fermeture (identitaire et territoriale), les moyens de se protéger de menaces qu'ils voient venir de l'étranger, est d'autant plus intrigante qu'elle a une claire transcription dans l'espace. La nouvelle polarisation du champ politique se cale en grande partie sur une « frontière fantôme » bien repérable sur les cartes et qui sépare les espaces métropolitains de l'Ouest ainsi que leurs périphéries, des circonscriptions de l'ancienne RDA qui, 30 ans après la Réunification, semblent vouloir se démarquer et contester les options historiques d'ouverture de la politique fédérale. Cette observation nécessiterait de se pencher sur la structure sociale de l'électorat pour éclairer ces résultats. Cela paraît d'autant plus urgent que ces tendances se sont confirmées lors des élections régionales allemandes de septembre 2019 en Saxe, Brandebourg et Thuringe, où l'AfD gagne des scores importants et confirme son implantation politique dans les *Länder* de l'Est.

#### Références bibliographiques citées :

Bebnowski David. 2015. *Die Alternative für Deutschland. Aufstieg und gesellschaftliche Repräsentanz einer rechten populistischen Partei*, Springer, Wiesbaden.

Foucault Martial. 2018. « Les transformations de la sociologie du vote », *Les cahiers français*, dossier « La fin du clivage gauche-droite ? », (404), mai-juin 2018. Publié en ligne le 25 juin 2018 sur: <https://www.vie-publique.fr/actualite/dossier/cahiers-francais-404/transformations-sociologie-du-vote.html> (consulté le 19.7.2019)

Tulmets Elsa. 2004. « Les élections européennes en Allemagne entre 1979 et 1999 », in : « Les socialistes et les élections européennes 1979-2004 », Notes de la Fondation Jean Jaurès, « Histoire et mémoire », juin, pp. 99-110.

von Löwis Sabine. 2015. "Phantom borders in the political geography of East Central Europe" (Thematic issue), in: *Erdkunde – Archiv für wissenschaftliche Geographie*, 69, 2, pp. 99-186. - <http://www.erdkunde.uni-bonn.de>

von Hirschhausen Béatrice (dir.). 2017. "Les frontières fantômes" (dossier thématique), in : *L'Espace géographique*, 46, 2017/2, pp.97-173. Version anglaise sur « Phantom borders » : <https://www.cairn-int.info/journal-espace-geographique-2017-2.htm>

#### Références de presse (sites consultés le 19.7.2019) :

Melanie Amann et al., „Documents Link AfD Parliamentarian To Moscow“, Spiegel Online, 12.04.19. <https://www.spiegel.de/international/germany/documents-link-afd-parliamentarian-to-moscow-a-1261509.html>



Julius Tröger, Michael Schlieben, Patrick Reichelt, Sascha Venohr, Paul Blickle und Julian Stahnke „Europe from Left to Right“, *Die Zeit*. Mai 2019. <https://www.zeit.de/politik/ausland/2019-05/elections-in-europe-eu-countries-results-map-english>

Thomas Wieder, „Elections européennes 2019 : en Allemagne, les partis au pouvoir en recul, les Verts en forte hausse“, *Le Monde*, 26 et 27 mai 2019. [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Julian Stahnke, Julius Tröger, Sascha Venoh « Wahlergebnisse Europawahl: Gespaltenes Land », *Die Zeit* online, 27 mai 2019. <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2019-05/wahlergebnisse-europawahl-hochburgen-daten>

Christoph Sydow, „Wahlanalyse: Wie die Grünen auf Platz zwei geklettert sind“, *Der Spiegel*, 26.5.2019. [www.spiegel.de](http://www.spiegel.de)